

Comité de sécurité de l'information
Chambre autorité fédérale

DÉLIBÉRATION N° 22/023 DU 7 JUIN 2022 RELATIVE À LA COMMUNICATION DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PSEUDONYMISÉES PAR LE SPF FINANCES AU BUREAU FÉDÉRAL DU PLAN DANS LE CADRE D'UNE ÉTUDE SUR LA RÉPARTITION DES PENSIONS ET LES COÛTS FISCAUX DES PENSIONS DE DEUX ET TROISIÈME PILIERS EN BELGIQUE

Vu la loi du 15 août 2012 *relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral*, en particulier l'article 35/1, §1, premier alinéa;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114 ;

Vu la loi 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l'article 98 ;

Vu la demande du Bureau fédéral du Plan ;

Vu le rapport du service public fédéral Stratégie et Appui;

Vu le rapport de monsieur Daniel Haché.

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Le Bureau fédéral du Plan est un organisme d'intérêt public qui, entre autres, réalise des prévisions et calcule l'impact des changements de politique en matière de sécurité sociale, d'impôt sur le revenu des personnes physiques et de certains domaines précédemment gérés au niveau fédéral mais qui ont récemment été régionalisés, comme les allocations pour enfants et certaines prestations d'aide sociale sous condition de ressources.
2. Le Bureau fédéral du Plan souhaite examiner la répartition des pensions et les coûts fiscaux des pensions des deuxième et troisième piliers en Belgique.
3. Cette étude fait partie des missions confiées par la loi au BFP. Par exemple, le BFP doit préparer les perspectives de l'économie belge (loi du 21 décembre 1994, Moniteur belge du 23 décembre 1994), lors des élections au Parlement fédéral pour transmettre les programmes des partis politiques (loi du 22 mai 2014, Moniteur belge du 22 juillet 2014) et participe à la

commission d'étude sur le vieillissement et à l'élaboration d'une note sur le vieillissement (loi du 5 septembre 2001, Moniteur belge du 14 septembre 2001). La présente demande de données est soumise pour l'exécution de ces missions.

- 4 L'étude vise d'abord à produire des statistiques récentes sur la répartition des pensions. Les statistiques sur cette répartition existent dans une large mesure, mais sont dépassées. La dernière étude approfondie (Atlas des penSions 2010) a porté sur les chiffres de 2007 et a donc besoin d'une mise à jour.
5. En outre, il existe d'importants avantages fiscaux pour encourager la construction de pensions des deuxième et troisième piliers, telles que l'allégement fiscal pour l'épargne-pension individuelle. Le moins de revenus résultant de ces avantages fiscaux est appelé tax expenditures. Jusqu'à présent, il y a eu peu de recherches empiriques sur les coûts fiscaux (cf. le montant des tax expenditures) des pensions des deuxième et troisième piliers.
6. Afin d'effectuer ces analyses de distribution, le Bureau fédéral du plan souhaite recevoir des données à caractère personnel pseudonymisées de la part du SPF Finances, d'un certain nombre d'institutions de sécurité sociale et d'autres institutions¹.
7. La communication de données à caractère personnel par le SPF Finances nécessite la rédaction d'un protocole entre les parties concernées ou une délibération de la Chambre autorité fédérale du Comité de la sécurité de l'information (cf. infra). En l'espèce, la communication des autres données à caractère personnel (des institutions de sécurité sociale) nécessite l'admission du comité de direction de la Banque Carrefour de la sécurité sociale (loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale*). Un protocole sera conclu pour la communication des données de Statbel.
8. La base de données IPCAL a été créée à l'origine pour obtenir un jugement quantifié sur la qualité des (parties) des déclarations à vérifier avec le moins d'effort de contrôle possible. Le dossier contient plusieurs codes IPCAL (codes numériques) qui représentent les différentes rubriques d'une déclaration de revenus des particuliers et sont nécessaires au traitement des rubriques selon les contrôles de qualité de la déclaration d'impôt sur le revenu des personnes physiques.
9. Les données de l'IPCAL sont demandées dans le cadre de la deuxième section sur la réduction des recettes. Des prestations (para)fiscales importantes sont accordées au titre de la pension des deuxième et troisième piliers. La réduction des recettes sont calculées en taxant la pension accumulée dans un système fiscal fictif sans prestations (para)fiscales. Concrètement, une base de référence fiscale fictive doit donc être simulée et alimentée avec les données de la base de données IPCAL. L'ensemble de données de l'IPCAL demande donc les données de retour des cotisations/contributions pour les pensions des deuxième et troisième piliers, les paiements en capital et les intérêts courus, les impôts payés et les réductions d'impôt accordées pour l'épargne à long terme. Enfin, des informations limitées

¹ Les données à caractère personnel pseudonymisées seront obtenues par l'intermédiaire de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale auprès des bases de données et institutions suivantes: le Datawarehouse Marché de travail et Protection sociale, STATBEL, la banque de données DB2P de Sigedis en la base de données IPCAL du SPF Finances.

sont également demandées sur les revenus du contribuable (pays, allocations de chômage, pensions de survie, pensions légales, etc.) parce que les cotisations complémentaires ou les prestations de pension complémentaire sont imposées dans la base fiscale en plus des autres revenus de l'individu. En annexe à la délibération, un aperçu des variables demandées (avec la justification à la lumière de la finalité de l'étude), ainsi qu'une description des autres données à caractère personnel, dont la communication a déjà été approuvée par le comité de gestion de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

10. Les données à caractère personnel des différentes bases de données seront couplées et pseudonymisées par la Banque Carrefour de la sécurité sociale dans son rôle d'organisation intermédiaire et de tiers de confiance, conformément à ses missions légales (article 5 de la loi du 15 janvier 1993 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale*). La BCSS veille à ce que le numéro d'identification de la personne concernée soit remplacé par un numéro aléatoire et à ce que les données susceptibles de conduire à la réidentification soient agrégées de manière à exclure le risque de réidentification (*small cells risk analyse*).
11. Les données à caractère personnel pseudonymisées de la base de données IPCAL du SPF Finances figurent en annexe à la délibération et couvrent les catégories suivantes:
 - personalia (y compris l'état matrimonial, les personnes à charge)
 - primes du troisième pilier (primes, réductions d'impôts,...)
 - cotisations du deuxième pilier (retenue d'assurance collective, pensions complémentaires,...)
 - pensions de survie
 - pensions légales et assurances vie des deuxième et troisième piliers
 - pensions du troisième pilier économisant les pensions
 - revenu imposable conjointement et séparément
 - rémunération/revenus de remplacement
 - dépenses déductibles pour déterminer le revenu imposable
 - retenue à la source
 - taxes
12. Les données à caractère personnel se rapportent aux données d'un échantillon représentatif de la population belge. La méthode d'échantillonnage est décrite en détail dans la demande. L'échantillon couvre donc environ 150 000 ménages privés belges et leurs membres. Les données à caractère personnel prévues se rapportent aux données de l'année de revenu 2017/2018.

II. TRAITEMENT DE LA DEMANDE

A. RECEVABILITE DE LA DEMANDE ET COMPETENCE DU COMITE

13. En vertu de l'article 35/1, §1, premier alinéa, de la loi du 15 août 2012 *à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral* la communication de données à caractère personnel par des services publics et des institutions publiques de l'autorité fédérale à des tiers autres que les institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* doit faire l'objet une délibération préalable de la chambre autorité fédérale du comité de sécurité de l'information, dans la mesure où les responsables du traitement de l'instance qui communique et des instances destinataires ne parviennent pas, en exécution de l'article 20 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel*, à un accord concernant la communication ou au moins un de ces responsables du traitement demande une délibération.
14. Le Comité de sécurité de l'information prend note du fait qu'aucun protocole n'a été établi entre les parties concernées et qu'une demande d'admission a été présentée. La demande est recevable et le Comité se considère compétent.

B. QUANT AU FOND

B.1. RESPONSABILITE DU TRAITEMENT

15. Conformément à l'article 5, paragraphe 2, du Règlement général sur la protection des données² (ci-après dénommé «RGPD»), le SPF Finances (l'instance qui communique les données) et le Bureau fédéral du plan (l'instance qui reçoit les données) – en tant que responsables du traitement – sont responsables du respect des principes énoncés à l'article 5.1 du RGPD et doivent être en mesure de le démontrer³.

² Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

³ Les données à caractère personnel doivent être:

- a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée (licéité, loyauté, transparence);
- b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré, conformément à l'article 89, paragraphe 1, comme incompatible avec les finalités initiales (limitation des finalités);
- c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données);
- d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude);
- e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, pour autant que soient

16. Le RGPD impose toute une série d'obligations qui incombent aux responsables de traitement. A cet égard, le présent rapport passe en revue les principales obligations qui sont prévues explicitement par le RGPD mais rappelle et insiste à ce stade-ci de son analyse sur celle qui impose à tout responsable du traitement de tenir un registre des activités de traitement conformément et dans le respect des modalités prévues à l'article 30 du RGPD.
17. Le Comité de sécurité de l'information prend note du fait que le Bureau fédéral du plan mènera les recherches en coopération avec le groupe de recherche « Sociaal Werk en Sociaal Beleid van het Centrum voor Sociologisch Onderzoek » (CeSO) du KULeuven, qui agira en tant que sous-traitant. Le Comité de sécurité de l'information souligne que le Bureau fédéral du plan doit se conformer aux dispositions de l'article 28 du RGPD s'il s'appuie sur un sous-traitant.

B.2. LICEITE

18. Conformément à l'article 5.1 a) RGPD, les données à caractère personnel doivent être traitées d'une manière licite à l'égard de la personne concernée. Cela signifie que le traitement envisagé doit être fondé sur l'une des bases de licéité énoncées à l'article 6 RGPD.
19. Le Comité note que le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6.1 e) RGPD). Le traitement est également nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (article 6.1 c) RGPD). Le Bureau fédéral du Plan était spécifiquement chargé d'analyser et de prévoir l'évolution socioéconomique et les facteurs qui déterminent cette évolution, ainsi que d'évaluer l'impact des choix de politique économique et sociale afin d'en améliorer la rationalité, l'efficacité et la transparence. Le BFP effectue également des analyses structurelles à moyen et à long terme, principalement dans les domaines économique, social et environnemental (article 127, paragraphe 1, premier et deuxième alinéas, de la loi du 21 décembre 1994 *portant des dispositions sociales et diverses*). En outre, les administrations fédérales, les entreprises publiques et les institutions sont légalement tenues de fournir au BFP tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses missions (article 128 de la loi du 21 décembre 1994).

B.3. LIMITATION DES FINALITES

20. Article 5.1 b) RGPD ne permet le traitement de données à caractère personnel que pour des fins déterminées, explicites et légitimes (principe de finalité). En outre, les données ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement ultérieur d'une manière incompatible avec ces objectifs. Le traitement ultérieur à des fins scientifiques, historiques ou statistiques, comme c'est le cas en l'espèce, n'est pas considéré comme incompatible avec les objectifs initiaux si les conditions énoncées à l'article 89, paragraphe 1, du RGPD sont remplies.

mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises par le présent règlement afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée (limitation de la conservation);
 f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (intégrité et confidentialité).

21. La communication des données à caractère personnel pseudonymisées par le SPF Finances au Bureau fédéral du plan est demandée afin de mener une étude sur la répartition des pensions et les coûts fiscaux des retraites des deuxième et troisième piliers en Belgique.
22. En ce qui concerne le traitement ultérieur à des fins scientifiques, l'article 89.1 RGPD exige des garanties appropriées, conformément au RGPD, en ce qui concerne les droits et libertés des personnes concernées. Ces garanties garantissent la mise en place de mesures techniques et organisationnelles, en particulier pour assurer le respect du principe de minimisation des données. Ces mesures peuvent comprendre la pseudonymisation, dans la mesure où ces finalités peuvent être atteintes de cette manière. Chaque fois que ces finalités peuvent être atteintes par un traitement ultérieur ne permettant pas ou plus l'identification des personnes concernées, il convient de procéder de cette manière.
23. Le Comité de sécurité de l'information note qu'il n'est pas possible pour le demandeur de travailler avec des données anonymes dans le cadre de cette enquête, car il exige des informations détaillées pour analyser la situation des individus. Le Comité note que la requérante prévoit le couplage et la pseudonymisation des données à caractère personnel par un tiers (un tiers de confiance), en particulier la Banque Carrefour de la sécurité sociale.
24. Compte tenu de ce qui précède, le Comité de la sécurité de l'information considère que les finalités de la communication envisagée de données à caractère personnel sont déterminées, explicites et légitimes.

B.4. PROPORTIONALITE

B.4.1. Minimisation des données

25. L'article 5.1 c) du RGPD dispose que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées («minimisation des données»).
26. Les données fiscales du SPF Finances, telles qu'elles sont généralement décrites dans le paragraphe 10 et en détail dans l'annexe à la présente délibération, devraient permettre au Bureau fédéral du Plan – couplées aux données à caractère personnel pseudonymisées des autres institutions concernées – d'effectuer une étude sur la répartition des pensions et les coûts fiscaux des retraites des deuxième et troisième piliers en Belgique.
27. Compte tenu de ce qui précède, le Comité de sécurité de l'information considère que les données à caractère personnel sont adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

B.4.2. Limitation de conservation

28. En ce qui concerne le délai de conservation, le Comité rappelle que les données à caractère personnel ne doivent plus être conservées sous une forme permettant d'identifier les personnes concernées au-delà des finalités pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées. Les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89.1 pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques

et organisationnelles appropriées requises par le présent règlement afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée (art. 5.1 e) RGDP).

29. Le Bureau fédéral du Plan demande l'autorisation de conserver les données personnelles pseudonymisées et couplées jusqu'au 31 décembre 2026.
30. Compte tenu de la durée d'une étude scientifique, le Comité de sécurité de l'information estime que cette période de conservation est acceptable. Si l'objectif a été atteint avant l'expiration de ce délai, les données devraient être conservées par le demandeur avant l'expiration de ce délai sous une forme qui ne permette pas l'identification des personnes concernées.

B.5. DROITS ET LIBERTES DES PERSONNES CONCERNEES

31. Compte tenu du fait que l'article 128 de la loi précitée du 21 décembre 1994 prévoit que toutes les administrations fédérales, les entreprises publiques et les institutions sont tenues de fournir au BFP toutes les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses missions et que les données à caractère personnel sont traitées à des fins statistiques, les parties concernées sont exemptées de l'obligation d'information préalable pour les personnes concernées en vertu de l'article 14.5 b) et c) RGPD.
32. Le traitement à des fins d'archivage dans l'intérêt public, de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques est soumis à des garanties appropriées, conformément au RGPD, en ce qui concerne les droits et libertés de la personne concernée (article 89.1 RGPD).
33. En application de l'article 89.2 du RGPD, le titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel* détermine le régime d'exemption en ce qui concerne les droits des personnes concernées visés à l'article 15 (droit d'inspection), à l'article 16 (droit à rectification), à l'article 18 (droit à restriction) et à l'article 21 (droit d'objection) du RGPD.
34. Dans la mesure où le demandeur souhaite invoquer la dérogation prévue au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel*, étant donné que l'exercice des droits susmentionnés menace de rendre la recherche scientifique impossible ou de menacer d'entraver gravement la recherche scientifique et que des dérogations sont nécessaires pour atteindre ces objectifs, les dérogations devraient être appliquées dans les conditions prévues au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018:
 - le cas échéant, en nommant un délégué à la protection des données, comme c'est le cas
 - en complétant le registre des catégories d'activités de traitement
 - en communiquant des informations complémentaires à la personne concernée si les données sont collectées auprès de la personne concernée (quod non);
 - en concluant un accord entre le responsable les deux responsables du traitement (dans la présente délibération qui, conformément à l'article 35, paragraphe 4, de la loi du 15 août 2002 *portant création et organisation d'un intégrateur de service fédéral*, relie les parties concernées);

- en prévoyant l'application de la cascade de données anonymes, pseudonymisées ou non-pseudonymisées selon les finalités du traitement et dans les conditions prévues au titre 4, comme c'est le cas en l'espèce;
- en assurant la non-diffusion de données pseudonymisées, sous réserve des exceptions prévues.

B.6. SECURITE DE L'INFORMATION

- 35.** Les données à caractère personnel doivent être traitées en prenant des mesures techniques ou organisationnelles appropriées de manière à assurer une sécurité adéquate, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle («intégrité et confidentialité»).
- 36.** Les mesures techniques et organisationnelles du Bureau fédéral du Plan et du SPF Finances ont déjà fait l'objet d'une évaluation positive lors de la délibération n°32/2017 du 19 octobre 2017 de l'ancien Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale et ont été confirmées par la délibération n° 20/013 du 15 mai 2020 du Comité de sécurité de l'information. Le Comité de sécurité de l'information prend également note du fait que le Bureau fédéral du Plan a publié une déclaration de confidentialité sur son site Web. Le Comité de sécurité de l'information a reçu les avis positifs du délégué à la protection des données du Bureau fédéral du plan et du délégué à la protection des données de son sous-traitant, le CESO.
- 37.** Le Comité rappelle que l'article 35 du RGPD impose au responsable du traitement de procéder à une évaluation de l'impact des activités de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel avant le traitement. Si cette évaluation montre qu'il y a lieu de prendre des mesures supplémentaires, les parties concernées présentent, de leur propre initiative, une demande de modification du présent débat. Le cas échéant, la communication de données à caractère personnel n'a lieu que lorsque l'autorisation requise du comité a été obtenue. Si l'analyse d'impact sur la protection des données montre qu'il existe un risque résiduel élevé, le demandeur doit soumettre le traitement des données prévu à l'Autorité de la protection des données, conformément à l'article 36.1 du RGPD.

Par ces motifs,

la chambre autorité fédérale du Comité de sécurité de l'information

conclut que la communication des données à caractère personnel pseudonimisées par le SPF Finances, par l'intermédiaire de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, au Bureau fédéral du Plan dans le cadre d'une étude sur la répartition des pensions et les coûts fiscaux des pensions du deuxième et troisième piliers en Belgique est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données définies, en particulier les mesures en matière de limitation de la finalité, de minimisation des données, de limitation de la durée de conservation des données et de sécurité de l'information.

Le comité de sécurité de l'information indique que les responsables du traitement sont tenus de procéder à une évaluation d'impact sur la protection des données. Si cette évaluation montre qu'il y a lieu de prendre des mesures supplémentaires pour protéger les droits et libertés des personnes concernées, les parties sont tenues de soumettre les dispositions relatives au traitement des données modifiées au Comité de sécurité de l'information.

DANIEL HACHE

Le siège de la chambre autorité fédérale du Comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux du SPF Stratégie et Appui à l'adresse suivante: Boulevard Simon Bolivar 30, 1000 Bruxelles.

Annexe: les données à caractère personnel provenant du SPF Finances (uniquement disponible en version néerlandaise)

IPCAL code	Beschrijving	Motivatie	Inkomstenjaar
PERSOONLIJKE GEGEVENS			
Identificatienummer Sociale Zekerheid	Personalia	Dit gegeven wordt aangevraagd om de IPCAL-gegevens te kunnen koppelen met de deelbestanden die door het Datawarehouse worden aangeleverd	/
A0010, A0020, A0180, A0190, A0100, A0110, A0120, A0220, A230, A0240, A0250, A0260	Personalia	Achtergrondkenmerken over de belastingplichtigen	2018
A0030	Pas gehuwd of wettelijk samenwonend in 2018 en voorheen niet gehuwd of wettelijk samenwonend <i>(Vergelijking nodig met jaar voordien, voorwaarde min. 1 j. gehuwd of wettelijk samenwonend voor gemeenschappelijke aangifte)</i>	Achtergrondkenmerken over de belastingplichtigen	2017,2018
A0700	Gezin: gemeenschappelijke aanslag ja/nee <i>(Vergelijking nodig met jaar voordien, voorwaarde min. 1 j. gehuwd of wettelijk samenwonend voor gemeenschappelijke aanslag)¹</i>	Achtergrondkenmerken over de belastingplichtigen	2017, 2018
A0300 A0301 A0310 A0311 A0320 A0330 A0340/A0350/A0360/A0370	Aantal kinderen ten laste (niet co-ouderschap) Aantal kinderen ten laste Aantal gehandicapte kinderen ten laste (niet co-ouderschap) Aantal gehandicapte kinderen ten laste Aantal andere personen ten laste Handicap andere persoon ten laste Co-ouderschap ten laste – niet ten laste	Achtergrondkenmerken over de belastingplichtigen	2018
EXTRA			
Fiscaal Gezin ID	Afgeleide variabele: we vragen een sleutel op waardoor we de A en B aangiften aan elkaar kunnen linken in geval van een gezamenlijke aangifte door gehuwden en wettelijk samenwonenden	Dit gegeven wordt aangevraagd om het fiscaal huishouden te kunnen afbakenen.	2018
DERDE PIJLER PREMIES			

A3530/B3530	Premies die in aanmerking komen voor federale vermindering voor lange termijn sparen premies levensverzekeringen: contracten gesloten vanaf 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A3540/B3540	Premies die in aanmerking komen voor federale vermindering voor lange termijn sparen premies levensverzekeringen: contracten gesloten voor 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A3610/B3610	Betalingen voor pensioensparen	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A7902/B7902	Belastingvermindering lange termijn sparen levensverzekering, in de gewone aanslag, contracten gesloten vanaf 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A7903/B7903	Belasting belastingvermindering lange termijn sparen levensverzekering, in de gewone aanslag, contracten gesloten voor 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A7978/B7978	Berekening belasting federale vermindering I lange termijn sparen levensverzekering contracten gesloten vanaf 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A7979/B7979	Berekening belasting federale vermindering I lange termijn sparen levensverzekering contracten gesloten voor 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A8085/B8085	Berekening belasting federale vermindering II lange termijn sparen levensverzekering contracten gesloten vanaf 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A8086/B8086	Berekening belasting federale vermindering II lange termijn sparen levensverzekering contracten gesloten voor 1/1/1989	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A7911/B7911	Belastingvermindering, in gewone aanslag, pensioensparen	Informatie over de premies in de derde pijler om de	2018

		minderontvangsten te kunnen berekenen.	
A7982/B7982	Berekening belasting federale vermindering I pensioensparen	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A8089/B8089	Berekening belasting federale vermindering II pensioensparen	Informatie over de premies in de derde pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
TWEDE PIJLER BIJDAGEN			
A2850/B2850	Persoonlijke inhouding voor aanvullend pensioen groepsverzekering	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen.	2018
A2830/B2830	Inhoudingen voor aanvullend pensioen individuele voortzetting	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2570/B2570	Niet ingehouden persoonlijke sociale bijdragen. Loontrekkende zorgverstrekkers. RIZIV-contract geconventioneerde bedienden: storting AP fiscaal aftrekbaar als niet ingehouden sociale bijdragen	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A4050/B4050	Niet ingehouden persoonlijke sociale bijdragen: VAPZ bedrijfsleiders	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A4080/B4080	Persoonlijke bijdragen voor groepsverzekering of IPT bedrijfsleiders	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A4120/B4120	Inhoudingen bedrijfsleider groepsverzekering individuele voortzetting	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A6060/B6060	Beroepskosten andere: premies VAPZ zelfstandigen ondernemers die geen vrijberoepers zijn	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de	2018

		minderontvangsten te kunnen berekenen	
A6560/B6560	Sociale bijdragen VAPZ voor zelfstandigen vrijberoepers	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A4510/B4510	Meewerkende partners sociale bijdragen VAPZ	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A7959/B7959	Berekening belasting federale vermindering I aanvullend pensioen	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A8066/B8066	Federale vermindering II aanvullend pensioen	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A8042/B8042	Belastingvermindering 30% lange termijnsparen voor persoonlijke bijdragen werknemers voor GV & zelfstandigen GV/IPT	Informatie over de bijdragen in de tweede pijler om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
ANDERE INKOMENS			
Overlevingspensioenen			
A2290/B2290	Overlevingspensioenen en overgangsuitkeringen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2310/B2310	Achterstallen overlevingspensioenen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2370/B2370	Kapitalen afzonderlijk belastbaar tegen 16.5% overlevingspensioen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in	2018

		de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	
Wettelijke pensioenen en tweede- en derdepijlerpensioenen levensverzekering			
A2280/B2280	Wettelijke pensioenen verkregen vanaf de wettelijke pensioenleeftijd	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2300/B2300	Wettelijke pensioenen: achterstallen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2110/ B2110	Totaal andere pensioenen, renten (behalve omzettingsrenten) en als zodanig geldende kapitalen die gezamenlijk belastbaar zijn progressief tarief. Bevat: - Wettelijke pensioenen verkregen voor wettelijke pensioenleeftijd - Rentes tweedepijler en derdepijler (uitgangspunt: voornamelijk rentes tweedepijler want rente derdepijler komt bijna niet voor)	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2120/B2120	Andere pensioenen: achterstallen	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2320/B2320	Kapitalen en afkoopwaarden tegen 16.5% wettelijke pensioenen	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2130/ B2130	Kapitalen afzonderlijk belastbaar 33%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2450/ B2450	Kapitalen afzonderlijk belastbaar 20%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt	2018

		opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	
A2530/ B2530	Kapitalen afzonderlijk belastbaar 18%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2140/ B2140	Kapitalen afzonderlijk belastbaar 16,5% andere	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2150/ B2150	Kapitalen afzonderlijk belastbaar 10%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2160/ B2160	Omzettingsrenten in inkomstenjaar	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2180/ B2180	Omzettingsrenten tijdens vorige jaren	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
Derdepijlerpensioenen pensioensparen			
A2190/ B2190	Pensioensparen: pensioen, renten, spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden die gezamenlijk belastbaar zijn (progressief tarief)	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2200/ B2200	Pensioensparen: spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden die afzonderlijk belastbaar zijn tegen 33%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de	2018

		minderontvangsten te kunnen berekenen	
A2210/ B2210	Pensioensparen: spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden die afzonderlijk belastbaar zijn tegen 16,5%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
A2220/ B2220	Pensioensparen: spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden die afzonderlijk belastbaar zijn tegen 8%	Informatie over de aanvullende pensioenuitkeringen wordt opgevraagd om de minderontvangsten te kunnen berekenen	2018
Gezamenlijk en afzonderlijk belastbaar inkomen			
A7555/B7555	Gezamenlijk belastbaar inkomen (op fiscaal gezinsniveau); netto belastbaar gezamenlijk inkomen (verminderd met alle aftrekbare bestedingen)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A7557/B7557	Afzonderlijk belastbaar inkomen (op fiscaal gezinsniveau) ; bruto belastbaar want hier worden geen aftrekbare bestedingen afgetrokken	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A7556/B7556	Gezamenlijk belastbaar inkomen van het gezin (A7555 + B7555)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A7220/B7220	Globaal (netto) belastbaar beroepsinkomen (individueel); verminderd met de beroepsuitgaven (maar nog geen aftrek huwelijksquotiënt en andere aftrekbare bestedingen)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A1485/B1485	Globaal belastbaar onroerend inkomen (individueel); netto belastbaar want verminderd met de af te trekken interesten van leningen als die aanwezig zijn	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018

A1705/B1705	Globaal belastbaar roerend inkomen (individueel); geen aftrekbare bestedingen van toepassing	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A7160/B7160	Globaal netto belastbaar diverse inkomsten (individueel) gezamenlijk belastbaar; geen aftrekbare bestedingen van toepassing	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A7420/B7420	Globaal netto belastbaar inkomen onbepaalde oorsprong (individueel) / indicatiën; geen aftrekbare bestedingen van toepassing	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
Bezoldigingen/vervangingsinkomen			
A2500/B2500	Gewone bezoldigingen: wedden en lonen enz.	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2540/B2540	Tussenkost werkgever in woon-werk verkeer (wettelijk forfait beroepskosten)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2560/B2560	Forfait voor verre verplaatsingen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2570/B2570	Niet ingehouden persoonlijke sociale bijdragen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2580/B2580	Andere beroepskosten (indien u geen forfait wenst)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de	2018

		aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	
A4110/B4110	Bezoldigingen bedrijfsleiders tewerkgesteld in dienstverband bedrijfsleiders	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2600/B2600	Werkloosheidsuitkeringen zonder anciënniteitstoeslag: wettelijke en aanvullende uitkeringen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A3040/B3040	Aanvullende uitkeringen van december (overheid).	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2610/B2610	Werkloosheidsuitkeringen zonder anciënniteitstoeslag: achterstallen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2620	Opzegging- inschakelingsvergoeding beëindiging arbeidsovereenkomst	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2640/B2640	Andere werkloosheidsuitkeringen met anciënniteitstoeslag (2005): wettelijke uitkeringen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2650/B2650	Andere werkloosheidsuitkeringen met anciënniteitstoeslag (2005): achterstallen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018

A2660/B2660	Wettelijke uitkeringen bij ziekte of invaliditeit	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A3030/B3030	Wettelijke uitkeringen bij ziekte of invaliditeit Uitkeringen december (overheid)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2680/B2680	Wettelijke uitkeringen bij ziekte of invaliditeit: achterstallen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2690/B2690	Vervangingsinkomsten: aanvullende ziekte of invaliditeitsuitkeringen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2700/B2700	Uitkeringen bij beroepsziekte of arbeidsongeval (wettelijke en aanvullende)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A3020/B3020	Uitkeringen bij ziekte-invaliditeit, beroepsziekte of arbeidsongeval. Uitkeringen december 2015 (overheid)	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2710/B2710	Vervangingsinkomsten anderen: die een tijdelijk verlies van bezoldigingen, winst of baten herstellen en die geen werkloosheidsuitkering, noch een werkloosheidsuitkering met bedrijfstoelage, noch een uitkering bij ziekte, invaliditeit, beroepsziekte of arbeidsongeval	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018

A2720/B2720	Achterstallen uitkeringen bij beroepsziekte of arbeidsongeval of anderen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A/B2170 + A/B2240 +A/B2260 + A/B2270	Arbeidsongevallen en beroepsziekten: wettelijke vergoedingen wegens blijvende ongeschiktheid: uitkeringen, achterstallen, omzettingsrenten van het jaar, omzettingsrenten vorige jaren	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2810/B2810	Wettelijke werkloosheidsuitkeringen: gewone uitkeringen SWT	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2820/B2820	Achterstallen SWT	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2350/B2350	Bedrijfstoeslag: gewone vergoedingen voor 21 december 2015	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A3270/B3270	Bedrijfstoeslag: gewone vergoedingen vanaf 1 januari 2016	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A2360/B2360	Bedrijfstoeslag: achterstallen voor 21 december 2015	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A3400/B3400	Bedrijfstoeslag: achterstallen vanaf 1 januari 2016	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in	2018

		de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	
A4110/B4110	Bezoldigingen bedrijfsleiders tewerkgesteld in dienstverband of als zelfstandige in bijberoep of student-zelfstandige	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	
A4000/B4000	Bezoldigingen bedrijfsleiders	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A4070/B4070	Bedrijfsvoorheffingen bedrijfsleiders	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A6000/B6000	Brutowinst uit nijverheids- handels of landbouwondernemingen	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A6500/B6500	Ontvangsten uit uitoefening beroep vrije beroepen, ambten of posten	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A4500/B4500	Bezoldigingen van de meewerkende partner	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
A6170/B6170	Nijverheids- handels- of landbouwbedrijven: Totaal van de inkomsten verkregen als zelfstandige in bijberoep of als student-zelfstandige	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018

A6680/B6680	Inkomsten in bijberoep of student-zelfstandige vrije beroepers	Andere inkomens worden opgevraagd omdat de aanvullende pensioenopbouw in de tax baseline wordt belast bovenop het inkomen	2018
BELASTINGBEREKENING			
Aftrekbare bestedingen om belastbaar inkomen te bepalen			
A/B7201, A/B7202, A/B7203, A/B7204, A/B7206, A/B7207, A/B7210, A/B7211, A/B7212, A/B7215, A/B7220	Inkomsten verminderd met beroepsuitgaven	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7221	Aftrekbare verliezen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7222	Aftrekbare vorige verliezen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7300	Forfaitaire beroepskosten loontrekkers	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken	2018

		met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A/B1920	Niet gekapitaliseerde uitkeringen (werkelijk ontvangen bedrag)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B1930	Uitkeringen die ingevolge een gerechtelijke beslissing met terugwerkende kracht zijn toegekend	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B1940	Gekapitaliseerde uitkeringen (fictief jaarbedrag)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B3900	Onderhoudsuitkeringen. Verschuldigd door belastingplichtige	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom	2018

		worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A/B3920	Onderhoudsuitkeringen. Verschuldigd door beide echtgenoten of wettelijk samenwonenden	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7449	Aftrekbare onderhoudsuitkeringen verschuldigd door beide echtgenoten	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7450	Aftrekbare onderhoudsuitkeringen persoonlijk verschuldigd	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7451	Onderhoudsuitkeringen beide	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de	2018

		belastingberekening opgevraagd.	
A/B7452	Onderhoudsuitkeringen persoonlijk	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A/B7224 A/B7225	Huwelijksquotiënt gedeelte toegekend (-) aan partner Huwelijksquotiënt gedeelte toegekend (+) door partner	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
Bedrijfsvoorheffing			
A2250/B2250	Bedrijfsvoorheffing pensioenen en arbeidsongevallen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A2860/B2860	Bedrijfsvoorheffing loontrekkenden en vervangingsinkomsten	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de	2018

		belastingberekening opgevraagd.	
A4070/B4070	Bedrijfsvoorheffing bedrijfsleiders (zowel zelfstandigen als bedrijfsleiders in dienstverband)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A7580/B7580	zelfstandige activiteit bedrijfsvoorheffing	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A2040/B2040	Diverse inkomsten: Prijzen, subsidies renten of pensioenen toegekend aan geleerden, schrijvers en kunstenaars: bedrijfsvoorheffing	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A2100/B2100	Diverse inkomsten: Bedrijfsvoorheffing vergoedingen uitvindingen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018

A8332/B8332	Bedrijfsvoorheffing berekeningscode belastingen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
Belastingen			
A8000/B8000	Basisbelasting	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8001/B8001	Belastingvrije sommen basisbedragen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8014/B8014	Totaal verrekende belastingvrije sommen (basisbedragen/eventuele verhogingen voor kinderen, handicap etc.)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018

A8028/B8028	Belastingvermindering op verrekende belastingvrije sommen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A7959/B7959	Berekening belasting federale vermindering I aanvullend pensioen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8066/B8066	Federale verminderingen II aanvullend pensioen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A7978/B7978	Berekening belasting federale vermindering I lange termijn sparen levensverzekering contracten gesloten vanaf 1/1/1989	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A7979/B7979	Berekening belasting federale vermindering I lange termijn sparen levensverzekering contracten gesloten voor 1/1/1989	Om de minderontvangsten te berekenen moet de	2018

		belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A8085/B8085	Federale verminderingen II langetermijnsparen levensverzekering contracten gesloten vanaf 1/1/1989	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8086/B8086	Federale verminderingen II langetermijnsparen levensverzekering contracten gesloten voor 1/1/1989	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A7982/B7982	Berekening belasting federale vermindering I pensioensparen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8089/B8089	Federale vermindering II pensioensparen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken	2018

		met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A8090/B8090	Om te slane belasting	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8157/B8157	Deel hoofdsom GBI – huwelijksquotiënt	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8158/B8158	Hoofdsom GBI	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8297/B8297	Totale hoofdsom GBI + ABI	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom	2018

		worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A8299/B8299	Belasting staat	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8300/B8300	Belasting staat (gezin)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8302/B8302	Gereduceerde belasting staat	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8332/B8332	Verrekende bedrijfsvoorheffing berekeningscode belastingen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de	2018

		belastingberekening opgevraagd.	
A8306/B8306	Saldo	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8396	Totaal van de federale en gewestelijke belastingen, voor de gemeentelijke opcentiemen en de BBZ	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8400	Totale federale en gewestelijke belasting voor de gemeentelijke opcentiemen en BBZ, maar na aftrek van voorheffingen en voorafbetalingen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8402	Totale belasting federale en gewestelijke belasting, na IPP/com. en IPP/agg./ Totaal te betalen of terug te krijgen belasting na aftrek van de gemeentebelasting en agglomeratiebelasting.	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018

A8403	Totale belasting federale en gewestelijke belasting, na verrekening gemeentebelasting, voorheffingen en BBSZ	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8416	Gemeentelijke opcentiemen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8417	Agglomeratiebelasting	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8481	Basis van de berekening BBSZ	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8482	Bedrag BBSZ	Om de minderontvangsten te berekenen moet de	2018

		belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A8483	Al ingehouden BBSZ	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8487	Te betalen saldo BBSZ (Negatief saldo A8482-A8483)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8488	Terug te geven saldo BBSZ (positief saldo A8482 – A8483)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8511	Algemeen eindsaldo te betalen	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken	2018

		met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	
A8512	Algemeen eindsaldo terug te geven	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8521	Eindsaldo niet te betalen <2.5€ (art. 304)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018
A8522	Eindsaldo niet terug te geven <2,5€ (art. 304)	Om de minderontvangsten te berekenen moet de belastingopbrengst in het fictief systeem worden vergeleken met de werkelijke belastingopbrengst. Daarom worden gegevens over de belastingberekening opgevraagd.	2018